Tarif

du 12 décembre 1969

des frais judiciaires en matière pénale

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu les articles 132 al. 2 et 133 de la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire ;

Vu les articles 28, 86 al. 1 et 87 de la loi du 28 avril 1950 sur la juridiction pénale des mineurs ;

Vu l'article 63 du code de procédure pénale du 11 mai 1927 ;

Vu la loi du 13 novembre 1969 simplifiant la législation sur la perception des frais pénaux ;

Sur la proposition de la Direction de la justice, des communes et des paroisses et de la Direction des finances,

Arrête :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1

¹ Le présent tarif détermine les frais qui peuvent être mis à la charge des justiciables pour les affaires pénales traitées par les autorités judiciaires du canton de Fribourg et pour les prestations requises des greffes ou des secrétariats de ces autorités.

² Ces frais comprennent :

- a) les émoluments de justice ;
- b) les débours ;
- c) ...
- d) les émoluments du greffe.

Art. 2

Les émoluments de justice sont dus pour les opérations accomplies ou ordonnées par le juge pénal.

Art. 3

Les débours comprennent les montants payés par le greffe, notamment les indemnités aux autorités, collaborateurs de l'ordre judiciaire, témoins, experts, interprètes et défenseurs d'office, les frais de port, de téléphone et de détention préventive.

Art. 4

¹ Les émoluments du greffe sont perçus pour des opérations requises :

- a) en dehors de toute procédure ;
- b) en cours de procédure, mais qui ne sont ni prévues par la loi, ni ordonnées par le juge.

² Ces émoluments sont fixés par le greffier.

Art. 5

¹ Le juge ou le président de l'autorité qui a statué fixe les frais pénaux.

² Le président du Tribunal cantonal ou de la section saisie du Tribunal cantonal ne fixe toutefois les frais pénaux que pour la procédure instruite par cette autorité. Tous les autres frais sont fixés :

- a) si la cause n'est pas déférée à un autre juge, par le juge précédemment saisi ;
- b) si la cause est déférée à un autre juge, par le juge nouvellement saisi.

³ Le préfet siégeant en qualité de magistrat conciliateur ne fixe et ne perçoit un émolument que s'il liquide définitivement la cause. En cas d'échec de la tentative de conciliation, il peut facturer au greffe les débours relatifs à cette phase de la procédure.

Art. 6

...

Art. 7

L'exactitude des postes de la liste de frais et leur conformité au tarif peuvent être contestées conformément aux prescriptions du code de procédure pénale.

Art. 8

¹ Le greffier attaché à l'autorité judiciaire qui a fixé les frais pénaux est chargé de leur encaissement. Toutefois, les frais fixés par la Chambre pénale sont inscrits dans la liste des frais à encaisser par le greffier du juge d'instruction, sauf s'il s'agit d'une procédure qui s'est déroulée uniquement devant la Chambre pénale.

² Lorsqu'une cause est déférée à un autre juge, le greffier attaché à cette autorité rembourse immédiatement les débours du premier juge saisi.

³ Les débours irrécupérables sont remboursés aux greffes par le Service de la justice sur présentation d'un acte de défaut de biens ou d'une pièce, signée par le juge et le greffier ou secrétaire, attestant que le débiteur est insolvable.

TITRE II**Emoluments de justice****Art. 9**

Il est perçu, à titre d'émoluments, par cause liquidée définitivement :

- a) par la Chambre pénale : 50 à 2500 francs ;
- b) par le juge d'instruction : 25 à 2500 francs ;
- c) par le juge informateur de la Chambre pénale des mineurs :
20 à 1000 francs ;
- d) par le préfet siégeant en qualité de magistrat conciliateur :
20 à 250 francs.

Art. 10

Il est perçu, à titre d'émoluments, par cause jugée :

- a) par le Tribunal pénal d'arrondissement : 150 à 7500 francs ;
- b) par le Tribunal pénal économique : 250 à 10 000 francs ;
- c) par la Chambre pénale des mineurs : 25 à 1250 francs ;
- d) par le juge de police : 20 à 1250 francs ;
- e) par le préfet siégeant en qualité de juge de police : 20 à 1250 francs ;
- f) par le président de la Chambre pénale des mineurs : 10 à 1000 francs ;

Art. 11

Il est perçu, à titre d'émoluments, par arrêt du Tribunal cantonal ou d'une de ses sections, un montant de 150 à 7500 francs.

Art. 12

¹ L'autorité judiciaire n'est pas liée par les maxima fixés aux articles 9 à 11 :

- a) dans les causes particulièrement importantes ou présentant des difficultés spéciales ;
- b) dans les procédures concernant plusieurs prévenus.

² L'émolument ne doit cependant jamais excéder, pour chaque prévenu, le double du maximum ordinaire.

TITRE III**Débours****Art. 13**

¹ Le dénonciateur, le plaignant, l'interprète et le témoin cités en justice ainsi que l'expert qui le désirent, reçoivent une indemnité équitable, compte tenu notamment de leur perte de salaire et de leurs frais de subsistance et de déplacement.

² Pour l'expert et l'interprète il sera, en outre, tenu compte de l'importance et de la difficulté du travail.

³ En règle générale, les frais de déplacement sont calculés selon le tarif des entreprises de transports publics.

Art. 14

¹ ...

² ...

³ La police judiciaire dresse, le cas échéant, sa note de frais conformément aux tarifs qui la concernent.

Art. 15

¹ Pour tout déplacement effectué dans le cadre d'une affaire pénale, les magistrats et collaborateurs de l'ordre judiciaire ont droit :

- a) à une indemnité de transport de 65 centimes par kilomètre parcouru s'ils utilisent leur voiture privée ou au remboursement de leurs frais effectifs s'ils utilisent un autre moyen de transport ;
- b) le cas échéant, à une indemnité de subsistance de 23 francs pour un repas principal et de 7 francs pour un petit déjeuner.

² En outre, pour les déplacements effectués en dehors des heures ordinaires de travail, ils ont droit :

- a) à une indemnité de 25 francs pour les déplacements entrepris entre 19 et 22 heures ou un samedi ;
- b) à une indemnité de 65 francs pour les déplacements entrepris entre 22 et 7 heures ou un dimanche ou un jour férié.

Cette indemnité ne peut être ajoutée à celle prévue pour une séance du soir par l'article 7 de l'arrêté du 5 décembre 1977 fixant les indemnités des membres des autorités judiciaires.

Art. 16

Lorsque les indemnités prévues aux articles 14 al. 2 et 15 al. 2 ne couvrent pas les frais de subsistance et de logement, les frais effectifs peuvent être facturés en lieu et place de ces indemnités.

Art. 17

Les indemnités et frais prévus aux articles 13 à 16 ci-dessus ou alloués à toute autre personne requise sont fixés par le juge ou le président de l'autorité judiciaire saisie.

Art. 18

Les indemnités allouées au défenseur d'office sont fixées conformément à la loi sur l'assistance judiciaire.

TITRE IV

Frais d'exécution de jugements

Art. 19

¹ Les frais d'exécution des jugements sont calculés à raison de 10 francs par jour de détention infligé sans sursis, mais ils ne sont dus que sur les deux tiers de la durée de la peine prononcée.

² Le montant maximal dû par le condamné au titre de frais d'exécution des jugements est de 5000 francs.

TITRE V**Emoluments du greffe****Art. 20**

¹ Les greffes perçoivent, à titre d'émolument, un montant de 5 francs :

- a) par page de lettre, extrait, attestation, copie ou autre communication ;
- b) par renseignement exigeant une recherche dont la durée n'excède pas un quart d'heure, et par chaque quart d'heure en plus.

^{1bis} Pour les photocopies, il est perçu un émolument de 1 franc par copie.

² Pour la consultation par un tiers, au greffe, d'un dossier pénal, il est perçu un émolument de 5 francs ; l'émolument est de 20 francs si cette consultation a lieu hors du greffe.

TITRE VI**Dispositions finales et transitoires****Art. 21**

Le présent tarif entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970. Les frais pénaux pour des opérations intervenues avant cette date seront calculés d'après les dispositions de l'ancien tarif ; il en sera cependant tenu compte dans la fixation de l'émolument global à la clôture de la procédure.

Art. 22

Toutes les dispositions contraires sont abrogées, notamment :

1. l'arrêté du 16 novembre 1850 concernant les frais en matière pénale ;
2. l'arrêté du 3 avril 1852 concernant les listes de frais en matière pénale ;
3. l'arrêté du 1^{er} mars 1865 complétant et modifiant celui du 3 avril 1852 concernant la rentrée des frais en matière pénale ;
4. en référence à l'article 133 LOJ, le tarif provisoire en matière pénale, du 8 mars 1874, à l'exception de ses dispositions (au minimum les art. 10 et 11) concernant l'organisation judiciaire et la procédure ;
5. la partie non encore abrogée des § 10 et 12 de l'article 5 de l'arrêté d'exécution du 17 janvier 1890 de la loi du 21 novembre 1889 concernant les indemnités de route ;
6. l'arrêté du 2 mars 1906 concernant l'application du sursis dans la question des frais de détention ;

7. l'article 2, en tant qu'il concerne le Ministère public, de l'arrêté du 2 août 1920 fixant les indemnités de route des autorités, des fonctionnaires de l'ordre judiciaire et des avocats ;
8. l'arrêté du 23 juin 1942 revisant certaines dispositions des tarifs judiciaires, dans la mesure où il concerne les émoluments et des indemnités de route fixés par le présent tarif ;
9. l'article 4 (partie non encore abrogée) de l'arrêté du 25 mai 1943 revisant partiellement les tarifs judiciaires en matière civile et pénale ;
10. l'arrêté du 27 juin 1947 modifiant celui du 23 juin 1942 revisant certaines dispositions des tarifs judiciaires, dans la mesure où il concerne des indemnités fixées par le présent tarif ;
11. le tarif des frais pour la Chambre pénale des mineurs du 30 décembre 1952 ;
12. l'article 1^{er} du tarif des émoluments de préfecture, du 9 janvier 1968, sauf les deux premières rubriques.

Art. 23

Le présent tarif sera publié dans la Feuille officielle, inséré au Bulletin des lois et imprimé en livrets.